

Le plan «Balcerowicz»

Principaux éléments du Programme de stabilisation et d'ajustement

1. La libéralisation des prix afin de leur permettre d'augmenter, selon l'évolution du marché, durant la période dite d'inflation correctrice.
2. Des ajustements fiscaux tels que d'importantes réductions des subventions gouvernementales et des dépenses du gouvernement en même temps qu'une augmentation substantielle des revenus budgétaires.
3. La mise en place d'une politique monétaire restrictive qui amènerait des taux d'intérêts positifs réels qui à leur tour réduiraient les liquidités des entreprises.
4. La mise en œuvre d'une politique restrictive des revenus par le biais d'impôts sur les salaires et leurs augmentations qui dépassent les limites fixées, amenant ainsi une baisse des salaires réels.
5. L'abandon de la politique de plein emploi et l'acceptation du fait que le chômage aigu qui en découlera sera, en réalité, l'un des éléments de discipline du marché.
6. L'introduction de la convertibilité interne du zloty après une dévaluation importante. L'abolition du favoritisme fiscal dont jouissent les exportateurs et la mise en place de nouveaux tarifs douaniers.
7. La libéralisation des transactions commerciales étrangères et l'élimination des monopoles qui servaient de barrières commerciales destinées aux concurrents étrangers.
8. La privatisation des entreprises d'Etat, le soutien au développement du secteur privé et l'élimination des monopoles au sein de l'économie.
9. La réforme du système financier et la création d'un marché de capitaux.
10. La réforme du système fiscal.

La Pologne a abandonné le modèle de l'économie à planification centralisée dans laquelle le parti communiste monopolisait le pouvoir politique. En deux ans le pays a accompli un important bout de chemin vers l'économie de marché à l'occidentale au sein de laquelle le pouvoir est octroyé suite à des élections démocratiques. Les élections parlementaires qui ont eu lieu le 27 octobre 1991 marquent un événement très important, depuis la Seconde Guerre mondiale la Sejm (chambre basse) et le Sénat (chambre haute) étaient, pour la première fois en Pologne, élus, signifiant ainsi la fin du monopole communiste. Ceci constituait la première étape dans la voie de l'occidentalisation. Le plus difficile reste à faire, c'est-à-dire la création d'une économie de marché concurrentielle.

Le gouvernement de coalition mené par Solidarité, arrivé au pouvoir en septembre 1989, était fermement décidé à réagir vigoureusement face à la situation économique en détérioration. En un mois, il avait établi une ébauche de réforme ambitieuse. Cette ébauche prévoyait le démantèlement de tous les mécanismes de l'économie à planification centralisée et la mise en place, dans les plus courts délais possibles, une économie de marché. Il avait aussi été prévu d'instaurer immédiatement des mesures pour faire face à l'aggravation de la crise économique, en particulier l'inflation galopante. Cette ébauche qui avait été élaborée avec le soutien et l'aval du Fonds monétaire international s'est vu donner le nom de «Plan Balcerowicz», celui du ministre des Finances polonais, qui en était le principal auteur. Les premières réformes de ce programme sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1990. Elles avaient pour but de :

- équilibrer le budget gouvernemental;
- resserrer le crédit;
- permettre aux prix de fluctuer librement selon l'offre et la demande;
- réprimer la croissance des augmentations de salaires; et
- rendre le zloty convertible.

La plupart de ces objectifs ont été atteints au cours des deux années qui ont suivi : la presque totalité des subventions gouvernementales avaient été éliminées; les prix ont été libérés et ont d'eux-mêmes trouvé leur point d'équilibre, les augmentations salariales ont été étroitement contrôlées par le biais d'impôts et finalement le zloty est devenu convertible à l'intérieur de la Pologne à un taux fixé et soutenu par la Banque nationale de Pologne.

Le budget de l'Etat reste cependant en déséquilibre. La profonde récession a fait grimper les dépenses de nature sociale comme l'assurance-chômage alors que les progrès de la privatisation privaient le gouvernement de revenus antérieurs.